

<b>OFFRE d'emploi en CDI</b>	
<b>Délégué(e) MANDATAIRE JUDICIAIRE A LA PROTECTION DES MAJEURS</b>	
Présentation sommaire de l'association	L'Union Départementale des Associations Familiales du Loiret (UDAF 45), association du secteur de l'économie sociale, a pour missions de représenter les familles vivant dans le département, de donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et de gérer tout service d'intérêt familial. Implantés sur les 4 grands bassins de vie du Loiret (Orléans, Montargis, Gien, Pithiviers) nous organisons nos services en proximité de nos usagers et au plus près de leurs attentes. Engagés dans une dynamique au service des plus démunis, nous représentons toutes les familles du département, dans différents instances et groupes de travail. Cette proximité nous amène à développer les partenariats, les coopérations sur les territoires locaux. Des informations complémentaires sont disponibles sur le site Internet de l'UDAF du Loiret : <a href="http://www.udaf45.com">http://www.udaf45.com</a>
Environnement	L'UDAF du Loiret principale association tutélaire du département, exerce des missions de protection judiciaire des majeurs sur les 4 principaux bassins (Orléans, Montargis, Gien, Pithiviers). L'activité PJM occupe près de 80 personnes au sein de 6 équipes, fédérées autour d'un projet de service et qui prennent en charge plus de 2300 mesures de protection. En plus du support apporté par les responsables de service de proximité, le service juridique et patrimonial assure le support sur des domaines d'expertise (patrimoine immobilier et financier...)
Principales missions du poste	La personne exercera des mesures judiciaires de protection des majeurs. A ce titre, ses missions consistent notamment à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagner les personnes à protéger dans leur projet de vie</li> <li>• Travailler l'inclusion et le développement des capacités sociales et administratives</li> <li>• Administrer en accord avec les personnes leur patrimoine et leurs ressources</li> <li>• Accomplir les démarches administratives nécessaires (AAH, APA, CMUC, déclaration d'impôts)</li> <li>• Rendre compte au responsable de service et aux juges, au travers d'écrits professionnels</li> </ul>
Compétences attendues	Pour répondre aux exigences de ce poste consistant à un accompagnement social dans un cadre juridique avec une forte composante administrative d'une grande variété (droit social, juridique, budgétaire...), il est attendu en particulier du/de la candidat(e) les compétences et savoirs suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacités relationnelles – écoute et disponibilité</li> <li>• Sens de l'organisation</li> <li>• Techniques de gestion budgétaire</li> <li>• Connaissance du public protégé et de ses problématiques</li> <li>• Outils de bureautique</li> <li>• Permis de conduire exigé</li> </ul> CNC MJPM bienvenu
<b>Informations complémentaires</b>	
Nature du contrat	Contrat à Durée Indéterminée
Temps de travail	100 % soit 33 heures - accord spécifique d'entreprise
Niveau/ diplôme attendu	Bac+2 minimum : type Educateur Spécialisé / CESF/ Assistant social / Bac+3/4 en droit 21 ans minimum (condition d'exercice de la fonction de Mandataire au sein d'un service mandataire) CNC Mandataire Judiciaire Mention MJPM vivement souhaité.
Date prévisionnelle d'embauche	Dès que possible
Niveau salarial	CCNT dite de 1966 – Selon expérience (reprise d'ancienneté possible) 2052.95 € salaire de base (coefficient 434) ( indemnité métier socioéducatif incluse)-
Lieu principal	Châlette sur Loing